

RAPPORT - RIPESS AU GSEF

Mai 2023, Dakar



Intercontinental network for the
promotion of social solidarity economy
Réseau intercontinental de promotion
de l'économie sociale solidaire
Red intercontinental de promoción
de la economía social solidaria



ripests

Merci à RIPESS Europe, RIPESS LAC, RIPESS
Intercontinental et RAESS pour les contributions
sans lesquelles ce rapport ne serait pas possible.
Merci aux personnes qui ont participé à cette
rencontre.

Rapport recueilli, édité, traduit et conçu par Andrea
Echeverría avec une majorité de ses photographies.
Août 2023.

INDEX

1. Brève introduction du secrétaire exécutif _____	<u>3</u>
2. A propos du RIPESS au GSEF _____	<u>4</u>
3. Atelier - Les jeunes pour une transition économique juste _____	<u>5</u>
4. Atelier/conférence : Comment prendre en compte le genre dans l'économie sociale et solidaire? _____	<u>7</u>
5. L'économie sociale et solidaire, un outil et une stratégie pour garantir la protection sociale universelle:	
a. Le droit des femmes de l'ESS à la protection sociale _____	<u>11</u>
b. En Amérique Latine et dans les Caraïbes __	<u>13</u>
c. Protection sociale universelle et ESS _____	<u>15</u>
6. L'ESS et la promotion d'emplois décents au cœur des territoires : Co-construction de politiques publiques pour des économies collectives et durables, créatrices d'emplois décents pour les jeunes et les femmes _____	<u>19</u>
7. Développement d'un écosystème pour la valorisation de l'impact social et de l'utilité sociale ; dialogue sur le soutien et la promotion des acteurs de l'économie sociale et solidaire	<u>21</u>
8. Comment mettre en œuvre les politiques publiques de l'économie sociale et solidaire?	<u>24</u>

Brève introduction du Secrétaire Exécutive:

Le RIPESS fait partie de l'ADN du GSEF. Nous étions déjà présents lors des rencontres de Séoul en 2013 et 2014. Notre implication est devenue beaucoup plus intense début 2016, lors de la mise en place des différents comités et commissions préparatoires au GSEF 2016 à Montréal. Ces débuts nous ont permis de comprendre que nous partagions une vision commune de l'ESS et que nous souhaitions travailler ensemble à la construction d'un mouvement mondial pour la promotion et le développement de l'Économie Sociale et Solidaire. C'est pourquoi nous avons accepté de rejoindre le GSEF, en raison de son élément fondateur: un Forum qui rassemble des collectivités et des structures locales. Nous avons la ferme conviction, que nous continuons à partager, que le terrain fertile pour le développement de l'ESS se trouve au niveau local, dans les villes et villages du monde, où des solutions communes peuvent être trouvées grâce à la solidarité.

Pour l'organisation du Forum de Dakar 2023, nous avons pu réunir des représentants de 3 continents et soutenir l'organisation de la Caravane de la JeunESse de Bamako à Dakar. Ce rapport contient les éléments clés des ateliers que nous avons organisés et auxquels nous avons participé activement. Je tiens à souligner l'importance de l'atelier avec et sur les jeunes organisé avec le RAESS, le Réseau Africain de l'ESS. Les conclusions de cet espace constituent notre meilleure feuille de route pour la planification de nos axes principaux avec les générations futures de l'ESS en Afrique. Les questions de **protection sociale** et de **genre** ont été déterminantes pour envisager nos horizons avec les alliances stratégiques et leurs avancées importantes en Amérique Latine. Enfin, la participation prolifique du RIPESS Europe nous a montré les progrès des politiques publiques autour de l'ESS, ses défis et ses obstacles à la mise en œuvre dans le paysage européen.

Notre objectif, en tant que réseau intercontinental, est de poursuivre nos actions dans cet espace et de veiller à ce que la base de l'ESS sont les piliers du développement futur du GSEF.

Sandra Moreno Cadena

Secrétaire exécutive RIPESS Intercontinental



A propos du RIPESS au GSEF

DAKAR, 2-6 MAI 2023.

Depuis 2016, le RIPESS siège au conseil d'administration du Forum mondial de l'économie sociale et solidaire (GSEF) et a participé à ces forums au fil des ans à différents niveaux de travail et de représentation.

Cette année, 2023, ne pouvait pas être moins et le RIPESS a été représenté dans la dernière édition par un certain nombre de personnes de différentes parties du monde et du mouvement:

- Secrétariat intercontinental:
 - Sandra Moreno, secrétaire exécutive; Andrea Echeverría, responsable de communication, Judith Hitchman, co-coordinatrice intercontinentale. Aicha Belassir, précédente secrétaire exécutive était aussi présente.
- RIPESS LAC
 - Ángeles Carrión, secrétaire technique.
- RIPESS Europe
 - Jason Nardi, délégué général ; Andrea Rodríguez, chef de projet, Bérénice Dondeyne, co-présidente du Mouvement pour l'Economie Solidaire Occitanie.
- RAESS
 - Madani Coumaré, président ; Elise Pierrette Mpoung Meno, déléguée générale. Par ailleurs, au nom du RAESS et compte tenu du fait que l'événement se déroulait en Afrique, une quinzaine de représentant.e.s des pays membres du réseau tels que le Maroc, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Mali, le Cameroun ou encore la République démocratique du Congo.

Nous avons pu découvrir les différentes tendances de l'ESS dans le monde aujourd'hui grâce à l'offre du programme du GSEF. Nous avons également profité de l'occasion pour partager des axes de travail continentaux, positionner des objectifs communs et faire connaître l'activité du RIPESS au reste des participants au GSEF.

Les ateliers proposés par ces entités lors du Forum sont détaillés ci-dessous. Nous espérons qu'ils serviront non seulement d'archives mais aussi d'outil pour améliorer l'articulation du Secrétariat Intercontinental.

Contexte de la question

La Caravane JeunESse est un ensemble d'activités validées et approuvées par le GSEF et organisées par le RAESS, le réseau africain de RIPESS. C'est un projet qui a permis aux jeunes d'avoir une place et une responsabilité importantes au sein de la 6ème édition du Forum Mondial de l'ESS (GSEF) 2023, dont les caravanes ont été identifiées et lancées.

Face aux nombreux problèmes et chocs socio-économiques et environnementaux que connaît l'humanité, il est important de revoir nos modes de fonctionnement et de proposer des solutions alternatives innovantes qui prennent en compte la diversité des besoins des communautés et des peuples. En Afrique, les jeunes de moins de 35 ans représentent les deux tiers de la population. Face à ces défis et à la nécessité pour les jeunes d'être inventifs pour construire l'avenir de leur pays, l'ESS peut être considérée comme un modèle de développement qui se concentre sur les besoins sociaux et économiques à travers la solidarité, l'éthique, le partage, l'équité et la démocratie.

Contenu et participation

Cette initiative de la Caravane est née de la volonté des organisateurs afin d'impliquer davantage les jeunes dans la prise de décision concernant l'économie sociale et solidaire (ESS). C'est à travers les points focaux des réseaux que les organisations, les associations et les regroupements qui appuient les initiatives de l'ESS ont été contactés. Au Mali, c'est le Réseau national d'appui à la promotion de l'économie sociale et solidaire (Renapess-Mali) qui a choisi les caravaniers qui sont parti.e.s de la Mairie du District de Bamako, avant de traverser le pays vers l'Ouest et rejoindre le Sénégal à travers la frontière de Kidira.

En effet, un nombre de 150 jeunes environ ont pris part au bord de la caravane. Les jeunes malien.ne.s étaient au nombre de 18 caravaniers. Les caravanes ont été contacté à travers de la mise en place des points focaux de chaque pays: Tout d'abord, le point focal du pays concerné vas faire un appel ou une réunion de prises de contact avec les acteurs concernés du caravane pour l'orientation du forum Pré -forum Jeun'ESS c'est à dire les objectifs des caravaniers et ainsi les attentes en tant qu'une représentation d'un e délégation.

Le voyage s'est déroulé dans la bonne humeur, les caravanier.e.s chantant et dansant dans le bus. De nombreuses alliances se sont nouées, notamment entre jeunes et moins jeunes, et des discussions ont eu lieu sur l'unité africaine et l'ESS. Durant le voyage, un climat de solidarité et d'équité a prévalu. Ce fut un moment de partage et de découverte de nouveaux points de vue, d'échanges d'expériences et de contacts avec d'autres Caravanier.e.s.

Nous avons participé à toutes Les activités du GSEF Dakar 2023. A commencer par le préforum JovenESS, le préforum MujerESS et le forum lui-même. Les caravanier.e.s malien.ne.s ont également participé avec brio à plusieurs panels pour faire de cette caravane une opportunité d'acquisition d'idées.

Par ailleurs, des moments d'échanges et de convivialité ont été possibles, comme une marche à Dakar où chaque participant a porté le drapeau de son territoire. Les jeunes, activistes et militants, travaillent dans leur pays d'origine pour changer le statu quo. En outre, des moments de divertissement ont été organisés, mettant en valeur les traditions et le folklore de chaque pays. En outre, RENAPESS, le membre malien du RIPESS, a tenu un stand pendant toute la durée du forum GSEF où les représentants du RAESS ont pu vendre leurs produits.

Recommandations pour l'avenir

Ces personnes préparent déjà le prochain Forum mondial de l'économie sociale et solidaire du GSEF, qui se tiendra dans deux ans à Bordeaux, en France : l'avenir nous réserve bien des surprises et des contraintes, et nous devons créer ensemble un cadre d'échange pour les jeunes.

Ecoutez le témoignage de deux participant.e.s à la caravane dans la rubrique podcast de Ripess IC.





Certaines photographies ont été prises par Mahamadou TRAORÉ (RENAPESS).

Atelier:

Les jeunes pour une transition économique juste.

2 mai 2023

**Andrea
Rodríguez,
Ripess EU
project manager**

Contexte de la question

La pyramide des âges en Afrique est à l'opposé de celle du reste du monde: l'Afrique est le continent le plus jeune du monde avec deux tiers de sa population âgée de moins de 35 ans; et l'Economie Sociale et Solidaire, comme le monde, y a son avenir.

Cette activité, organisée par le RAESS et le RIPESS Europe, avait un modèle où l'interaction avec l'audience était impréscindible et où après des panelist.e.s, tout le monde pouvait partager leur opinions et expériences. C'est pour ça que Andrea Rodríguez a eu un rôle de dynamisation. Avec tout, il a été une source d'inspiration et un pas de plus pour les jeunes du monde entier qui ont pu partager leurs revendications et faire entendre leur voix pour un monde plus juste.

Contenu et participation de l'audience

Tout d'abord, l'atelier a eu la participation de jeunes de différents pays africains dont la Mauritanie, le Mali, Burkina, Guinée Bissau et Niger pour des panalistes:

La Mauritanie a évoqué deux points essentiels: L'accompagnement des cooperatives dans leur structuration en tant qu'acteur de l'ESS et la non disposition de projet de loi sur ESS en Mauritanie; ce qui nous a permis de réfléchir aux cadres de politique publique de l'ESS.

Cependant, la Guinée Bissau a partagé une experience dans le domaine de l'Entreprenariat, suivi des autres pays dans les domaines l'autonomisation des jeunes, le chômage, la migration des jeunes et les différentes situations en matière de politiques publiques dans chaque pays.

Ceux-ci, nous montre l'importance de cet échange, de l'importance de la prise en contact et du partage des experiences en tenant compte l'aspect de solidarité.

Ces pays précités, qui ont parlé de leurs expériences, mais plus tard, à travers une assemblée et un format participatif, nous avons vu des centaines de jeunes prendre la parole.

La photo qui figure sur la couverture de ce rapport provient de cet atelier.

Recommandations pour l'avenir

Dans ce sens, nous nous sommes interrogé.e.s sur les initiatives que nous pourrions partager et développer ensemble, et parmi celles-ci, il y a eu une forte demande pour

- Une structure de formation gérée par des jeunes et destinée aux jeunes;
- Un comité de suivi des jeunes au sein du GSEF ainsi que l'organisation d'un fonds financier pour les initiatives des jeunes;
- L'agro-écologie et la consommation de produits locaux ont également été fortement défendues comme des questions à aborder dans nos organisations,
- Ainsi que la migration et l'égalité des de genre,
- Surtout, la nécessité de mutualiser et de partager les outils d'appui et d'intervention.

Enfin, il convient de mentionner que la perspective décoloniale a été très présente au cours de l'activité et que la coopération Sud-Sud a été fortement revendiquée.

De plus, ce groupe de jeunes a pu participer en ajoutant ses demandes au manifeste final du Forum. Ainsi, d'une manière générale, il convient de souligner qu'on revendique une ESS où les jeunes ont leur place, où la voix de tou.te.s les jeunes est entendue et prise en compte sur un pied d'égalité. Et sans doute, on demande avec force que dans les prochains forums, la thématique jeunesse soit pris en compte comme un espace central, prioritaire et transversal pour chacun des thèmes et non comme un espace "pré-forum", parce que mettre la vie au centre, c'est revendiquer chacune des questions qui nous concernent.



Atelier/conférence:

Comment prendre en compte le genre dans l'économie sociale et solidaire ?

3 mai 2023

**Andrea
Rodríguez,
project mnggr
Ripess EU**

Contexte de la question

Les interventions des différentes expériences et pratiques féministes qui ont été partagées dans le but de tracer des voies vers de nouveaux horizons dans lesquels l'égalité des sexes et le dépassement du patriarcat sont présents.

Contenu et participation des participants

L'économie sociale et solidaire et la perspective de genre, positions et expériences concrètes.

Depuis quelque temps, différentes organisations de l'ESS rappellent que l'économie ne peut être sociale et solidaire si elle n'est pas féministe. Ces deux courants reformulent le concept d'économie qui dépasse le mercantile et, sans aucun doute, cette économie que nous voulons récupérer ou plutôt retrouver - car avant le capitalisme, il y avait une économie qui était simplement chargée d'assurer les bases matérielles du bien-être des personnes et de la durabilité de la vie - doit se construire dans la diversité, avec tous les peuples et tous les genres, afin de pouvoir garantir les droits politiques et matériels de toutes les personnes qui habitent cette planète et tous ses écosystèmes.

Le RIPESS Europe a pu partager à travers cette activité au GSEF les différentes activités qu'il a mises en œuvre et que beaucoup de ses membres développent également. D'une part, le Protocole Contre les Agressions qui cherche à construire un espace partagé de sécurité et de confiance pour toutes les personnes et vise à être un outil d'(auto)défense individuelle et collective contre les différentes oppressions et/ou agressions du système qui se manifestent dans nos espaces de travail et au sein de nos organisations. Il naît du besoin d'auto-éducation et d'autoprotection collective et cherche, par le biais d'un soutien mutuel, à mettre fin à la normalisation des agressions et à la complicité du silence en créant un dialogue entre toutes les personnes. Elle a également abordé la mise en œuvre de la Commission Care, un organe auquel adhèrent les différentes organisations membres du RIPESS Europe et qui est responsable de l'application du protocole et de sa révision, ainsi que de la mise en œuvre de différentes tâches de sensibilisation, etc.

Weer Bi a présenté des données sur le poids des femmes dans l'économie informelle sénégalaise, les activités économiques qu'elles exercent principalement et les opportunités qu'elles trouvent dans les initiatives de l'économie sociale et solidaire pour atténuer la précarité de leur emploi et de leur situation économique. Elle a conclu par des recommandations pour renforcer la résilience économique et sociale des femmes: renforcement des capacités de gestion des femmes impliquées dans l'économie sociale et solidaire, accès aux outils de financement, mise en œuvre d'un programme d'appui aux femmes pour l'acquisition de terres et de logements sociaux.

À partir de l'expérience espagnole de L'École d'Entrepreneures Juana Millán pour les femmes entrepreneurs, des données ont été présentées qui nous permettent de comprendre la situation d'inégalité vécue par les femmes qui souhaitent devenir entrepreneurs en Espagne et la solution proposée par l'expérience de l'école. Une école basée sur les principes et les valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire, de l'économie féministe et de la gestion des processus collectifs.

Enfin, le Credal a présenté un projet sur lequel elles travaillent depuis un an et demi. Ce projet est soutenu par la Wallonie et le Ministère de la Christie Morreale, qui s'occupe, entre autres compétences, de l'économie sociale et des droits des femmes. Dans le cadre de ce projet, le Credal a piloté une étude sur les questions de genre dans l'économie sociale en Wallonie, rédigée par Elodie Dessy, chercheuse au Centre de l'Economie Sociale de Liège. L'étude vise également à analyser les trajectoires des associations et coopératives selon qu'elles ont été créées par des femmes, des hommes ou de manière mixte. Cette étude révèle que le genre est une question très peu explorée dans l'économie sociale, et que plusieurs acteurs utilisent des stratégies de déni des inégalités entre hommes et femmes, arguant du fait que les femmes sont plus nombreuses à travailler dans le secteur (74%) et que les valeurs partagées par les acteurs sont suffisamment inclusives. S'appuyant sur les recommandations de l'auteur, Crédal a coordonné la création d'une boîte à outils pour aider les entreprises sociales à intégrer les questions de genre dans leurs pratiques. Cette boîte à outils comprend par exemple des outils sur la gouvernance des structures, le partage des tâches de soins au sein du bénévolat, ou encore la communication inclusive. Vous pouvez trouver l'étude et les outils sur [ce lien](#).

Participant·es, autres panélist·es

D'une part, il y a eu la participation de Tangente, un groupe coopératif espagnol qui regroupe 13 entreprises avec plus de 100 professionnels qui développent des projets pour améliorer la qualité de vie des personnes, l'environnement social et communautaire, et l'environnement. Les entreprises membres travaillent ensemble depuis plus de 20 ans sur les valeurs coopératives, générant des connaissances et multipliant leur capacité d'action en répondant aux demandes des domaines dans lesquels elles offrent des services : participation et travail communautaire, psychologie et santé, conseil en organisation, genre et équité, formation, entrepreneuriat, agroécologie et logement collaboratif. Au cours de sa trajectoire, Tangente a acquis une vaste expérience en matière de politiques municipales et de développement technique dans la gestion de projets avec des administrations publiques et des institutions privées. Elles propose une méthodologie innovante, appliquée et efficace pour développer des expériences de démocratie participative, de coresponsabilité, d'implication des citoyens et de développement durable au niveau local.

D'autre part, Crédal est une coopérative financière belge avec une histoire de plus de 40 ans qui offre 3 services: le financement (microcrédit personnel et professionnel), le soutien aux projets entrepreneuriaux (individuels et collectives) et les investissements (parts sociales de la coopérative). Au fil des années, Crédal a développé une spécialisation dans l'entrepreneuriat féminin à travers différents programmes visant à promouvoir le leadership des femmes en leur offrant un accompagnement et un financement spécifiques.

Weer Bi, un mensuel scientifique sénégalais sur l'économie des ressources extractives, l'environnement et la migration, a également participé à la table ronde, avec une ligne spécifique sur le Réseau des Femmes et des Jeunes dans le secteur de l'énergie [REGEP].

Enfin, le RIPESS Europe, le Réseau Intercontinental de l'Économie Sociale et Solidaire, un réseau composé de 42 organisations dans 21 pays, vise à rendre l'ESS visible et à la promouvoir à travers la coopération entre ses membres et le développement de politiques publiques. Le RIPESS déploie d'énormes efforts pour changer la culture capitaliste et patriarcale du travail et pour développer une perspective féministe, non seulement sur le plan discursif et extérieur, mais aussi par le biais d'un examen interne de l'organisation.

Recommandations pour l'avenir

Vers une économie sociale, solidaire et féministe.

L'expérience de Dakar, les voix, les projets et les analyses partagés pendant le Forum nous placent dans un panorama mondial marqué par l'incertitude, les urgences climatiques, la destruction des écosystèmes, les crises migratoires, les chaînes de soins globales, etc. Il est clair que les mécanismes actuels de production et de distribution de la richesse augmentent les niveaux d'inégalité sociale, laissant une part de plus en plus importante de la population en marge des nécessités de base. Ces marges ne cessent de croître et constituent le territoire dans lequel vivent de plus en plus de femmes.

La collaboration entre des projets tels que ceux présentés lors de l'atelier doit être le germe d'une transformation essentielle, d'un modèle économique qui place les personnes et la planète au centre.

Cette transformation des relations économiques est menée par des femmes qui mettent en place des projets réussis et ambitieux dans des secteurs stratégiques, tels que l'industrie scientifique, le secteur de l'élevage primaire et agro-écologique, dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, la réhabilitation écologique des bâtiments, la réutilisation, le recyclage et la gestion des déchets, la culture, la relocalisation de la production de biens essentiels (santé, textile, alimentation, technologie...), les services de soins, des projets qui soutiennent une vie digne pour toutes et tous.

Il est également essentiel que l'économie solidaire prenne en compte les questions d'inclusion et d'égalité des sexes, et qu'elle puisse être un espace où toutes les personnes sont égales. Concrètement, cela signifie que les acteurs de l'économie solidaire doivent être formés sur le sujet, utiliser des outils, que les entreprises solidaires ont une stricte parité d'hommes et de femmes dans leurs sphères de décision, et que des statistiques sont produites afin d'avoir des données sur cette inclusion pour pouvoir continuer à s'améliorer.



Conférence:

L'économie sociale et solidaire, la voie de la protection sociale - Le Droit des Femmes en ESS à la Protection Sociale.

Intervention 1/3

5 mai 2023

**Elise Pierrette
Memong
Meno, Déléguée
générale de
RAESS**

Contexte de la question

Comment les instruments internationaux, régionaux et nationaux de protection des Droits des femmes donnent accès à la protection sociale.

De nombreux exemples sont issus de l'expérience de notre collègue Elise Pierrette au Cameroun, car c'est elle la Présidente de la RESSCAM - Réseau National de l'Economie Sociale et Solidaire du Cameroun

Contenu

- Il y a des dispositions pertinentes en matière de sécurité sociale dans la plupart des cas ;
- D'autres évoquent des dispositions protégeant les droits des femmes/filles en matière d'accès à l'éducation, à la terre et d'amélioration de revenus ;
- Les systèmes d'assurance mis en place au Cameroun ont l'endroit des acteurs de l'ESS « assurance volontaire » présentent peu d'attrait pour les femmes en raison de leur mécanisme de calcul complexe et les produits couverts qui sont inadéquats par rapport à leurs besoins ;
- Aucun de ces instruments ne parle nommément ni de manière holistique de Protection Sociale ;
- Certaines pratiques des femmes au niveau africain, portant sur des différentes caisses autogérées qu'elles organisent en leur sein, leur permettent de combiner sécurité sociale et services sociaux.
- En guise de suggestions d'amélioration :
 - Il est important d'aider à la mise à l'échelle de ces bonnes pratiques et de renforcer l'institutionnalisation de la Protection sociale à travers un additif sur les instruments existants ou l'adoption de nouveaux ;
 - Utiliser les opportunités existantes telles la Coopération OIT/Pays pour le travail décent, qu'on retrouve au Cameroun et qui certainement existe ailleurs...

Participation du public

Les autres intervenant.e.s ont partagé la pertinence de l'analyse et complété la liste d'instruments existants, notamment ceux favorisant; Les Unités d'ESS contribuent à l'extension de la protection sociale par la création d'emplois décents à travers des mécanismes innovants telles les caisses autogérées fonctionnant sur base de la solidarité et cohésion sociale et la mise sur pied de l'approche chaîne de valeur qui boostent la production.

Recommandations pour l'avenir

Organiser un plaidoyer pour la mise en place des mécanismes de financements adaptés aux actrices de l'ESS en Afrique notamment la protection sociale est mal connue et faible.



Conférence:

L'économie sociale et solidaire, la voie de la protection sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes. *Intervention 2/3*

4 mai 2023

**Ángeles Carrión,
Red INSPIR LAC,
secrétaire technique
RIPESS LAC**

Contexte de la question

Dans un contexte où le système économique promeut le consumérisme et l'accumulation du capital et catégorise les êtres humains sur la base de leur capacité à consommer, transformant la population la moins favorisée en une ressource qui peut être exploitée et privée de droits, l'économie sociale et solidaire crée une voie solide pour relier le travail à l'équité et à la justice sociale. À cette fin, il est important de renforcer les initiatives de l'ESS au sein des syndicats et des guildes de travailleurs et de veiller à ce que leurs revendications ne soient pas basées sur la satisfaction des besoins créés par un système capitaliste, mais qu'elles soient cohérentes avec les principes de l'économie sociale et solidaire, par exemple:

Contenu

La promotion de la souveraineté alimentaire en tant que droit, l'accès à la médecine alternative et préventive au sein des systèmes de santé publique, la participation active des travailleurs à la prise de décision au sein des structures d'entreprise, la réappropriation des ressources productives les plus importantes (terre, eau, argent et connaissances), la durabilité environnementale, le droit au temps à partager avec la famille qui ne peut et ne doit pas être remplacé par le paiement d'heures supplémentaires, en d'autres termes, les demandes qui nous mènent vers la Bonne Vie pour tous.

Outre les contributions d'Ángeles Carrión, les autres participants à cette présentation étaient Santiago Fischer, WSM - We Social Movements ; Dramane Batchabi, ILO - International Labour Organisation et Ernestina Luján, travailleuse domestique et représentante d'INSPIR au Pérou.

Participation du public

Parmi les commentaires et les questions de l'auditoire ce jour-là, il y avait surtout des questions d'ordre pratique : comment incorporer cette vision de la protection sociale dans nos entités de l'ESS ?

D'autres plus politiques : dans quelle mesure la protection sociale ne doit-elle pas être assurée par les Etats ?

Le débat pourrait être long, mais le temps était limité.

Recommandations pour l'avenir

La consolidation de ces demandes nécessite des changements structurels dans le système qui ne peuvent être promus que par la mise en œuvre de politiques publiques qui renforcent la participation citoyenne des acteurs de l'économie solidaire. L'adoption d'une résolution sur le travail décent par l'OIT et d'une résolution visant à promouvoir l'économie sociale et solidaire pour le développement durable par l'ONU est un grand pas vers la réalisation de cet objectif et, bien que nous soyons conscients que le chemin à parcourir est encore long, la mise en réseau au niveau régional, comme le font le réseau INSPiR et RIPESS LAC, est une excellente stratégie pour soutenir ces luttes sociales et générer des espaces de plaidoyer, de réflexion et d'échange d'expériences qui créeront et partageront des mécanismes pour la mise en œuvre de ces résolutions dans les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes. La création de lois et d'ordonnances au niveau local permettra à l'économie sociale et solidaire de se renforcer et de devenir une véritable alternative pour parvenir à un travail décent et à une protection sociale pour tou.te.s.



Conférence:

L'économie sociale et solidaire, la voie de la protection sociale.

Intervention 3/3

4 mai 2023

**Judith Hitchmann, Co-
Coordinatrice Int.,
RIPESS Int. et Urgenci
Int.**

Contexte de la question

Après le succès de la Conférence internationale du travail de l'OIT de juin 2022 qui adoptait la Résolution concernant le travail décent et l'économie sociale et solidaire et l'adoption de la résolution des Nations Unies A/RES/77/281 soutenant l'économie Sociale et Solidaire comme un moyen important d'œuvrer pour la durabilité et la justice sociale, économique et environnementale, le thème de la CIT de cette année est celui de l'économie sociale et solidaire et de la sécurité sociale.

La situation mondiale actuelle est celle d'une quadruple crise: Covid19, conflits, climat et coût de la vie. Tout cela est lié et aggrave sérieusement les inégalités existantes dans nos sociétés. De nombreux emplois perdus pendant la pandémie de Covid19 n'ont pas été recréés, et beaucoup d'autres dans le monde ont été poussés vers l'économie parallèle, l'économie informelle ou des emplois moins bien rémunérés. Telle est la réalité qui se cache derrière les statistiques "améliorées" sur l'emploi. Il est inacceptable et non viable en termes de dignité humaine ou de justice que de nombreux travailleurs doivent aujourd'hui accepter deux, voire trois emplois différents juste pour pouvoir payer leur loyer. Il y a une augmentation du nombre de réfugiés, de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et beaucoup d'autres qui tombent sous le seuil de pauvreté. L'ESS est un moyen puissant d'aborder de nombreuses solutions différentes, car elle relocalise une économie plus durable et centrée sur l'homme.

Elle peut couvrir tous les aspects de la société et, si elle est associée à des politiques et à une législation, elle peut réellement apporter de la lumière au bout du tunnel. Elle peut couvrir tous les besoins de la société, y compris la gestion communautaire des terres, les monnaies, les finances et les banques communautaires, la production et la gestion communautaires de l'énergie, la gestion communautaire des soins et de la santé, la gestion communautaire de l'eau et la remunicipalisation, les systèmes de transport gérés par la communauté, les systèmes d'éducation et de soutien communautaires, les centres et activités culturels et artistiques communautaires, les radios communautaires et les centres de médias alternatifs. Ce n'est qu'en réunissant ces différentes dimensions que l'ESS pourra véritablement s'imposer comme un facteur de changement de paradigme.

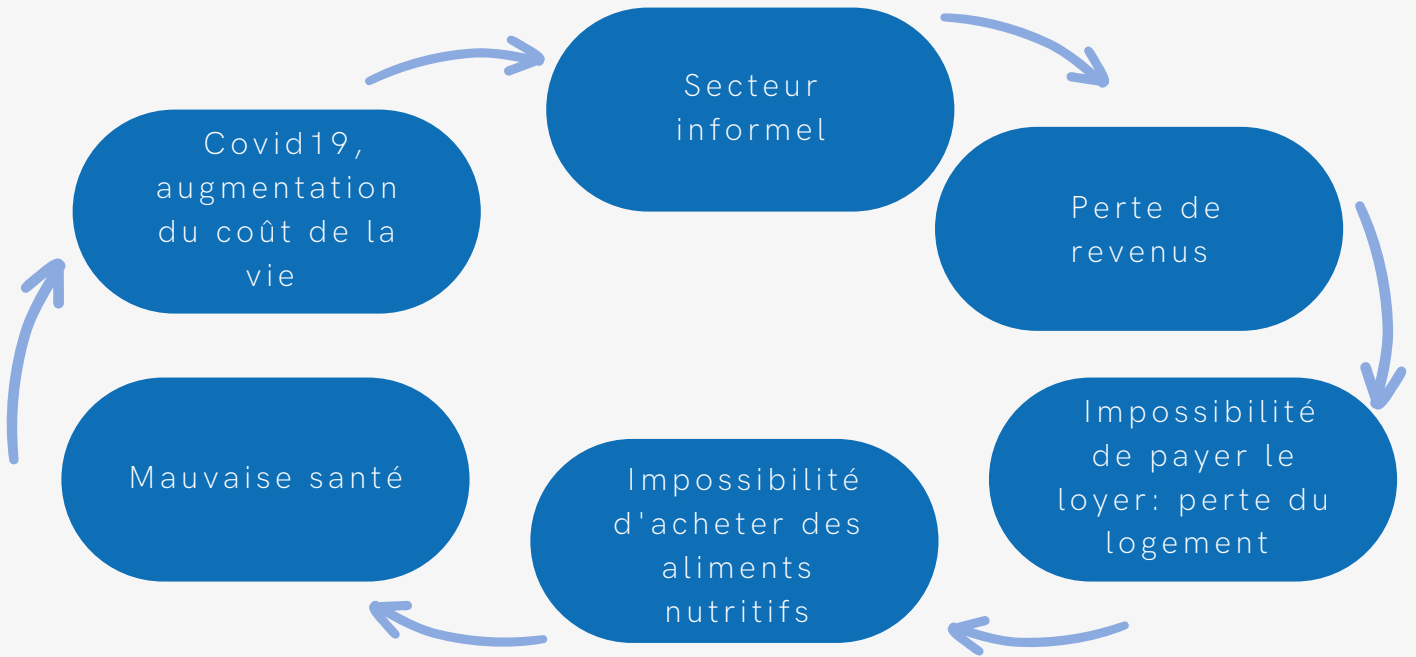
Contenu

Si l'idée d'un filet de sécurité alimentaire ou d'une sécurité sociale alimentaire peut sembler très innovante et stimulante, il est important de noter qu'elle existe depuis une vingtaine d'années. Il a été lancé au Brésil sous le nom de Bolsa Familiar. Ce programme a été mis en œuvre par le gouvernement Lula en 2003 et a eu un impact significatif sur la faim, le retard de croissance, la scolarisation des enfants et le travail des enfants. Il a été mis en œuvre par Graziano Da Silva, qui est devenu directeur de la FAO, où il a également soutenu l'implication des mouvements sociaux dans l'élaboration des politiques et les solutions ascendantes. Son livre est un hommage à la manière dont le programme a été mis en œuvre.

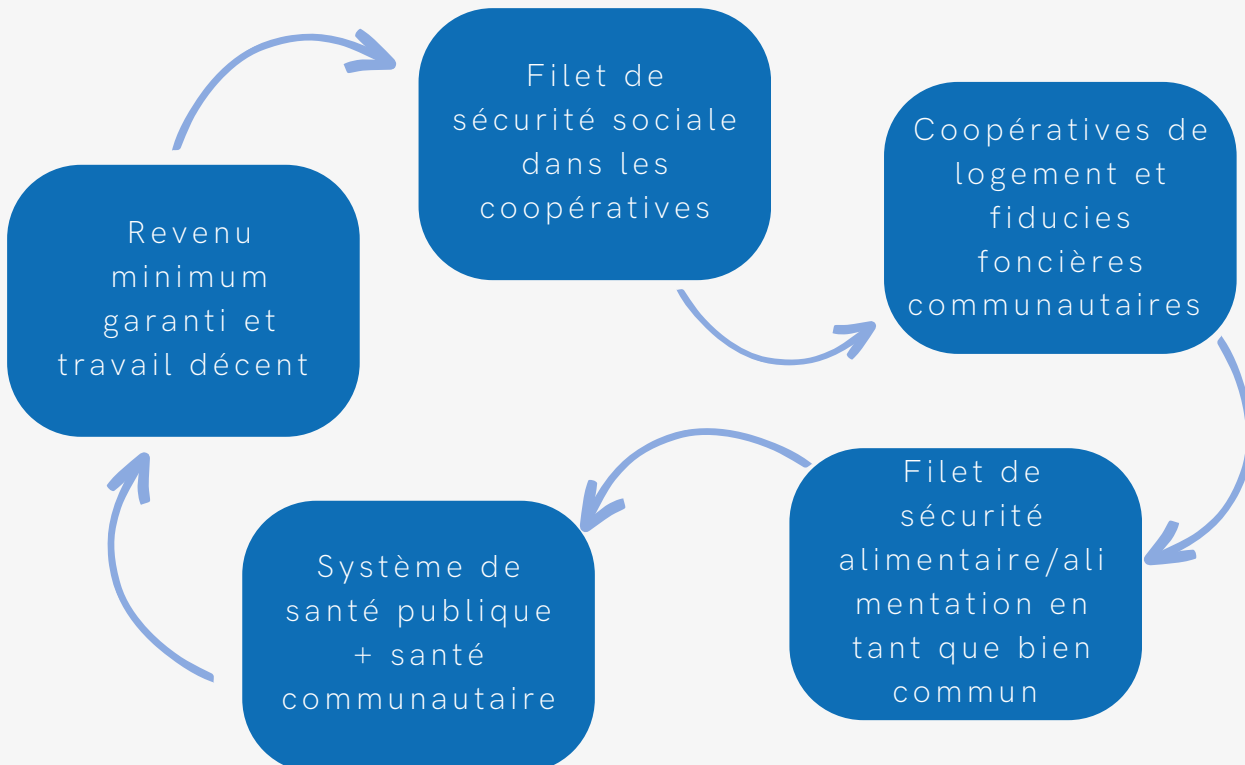
Les multiples crises actuelles ont gravement aggravé la situation de la faim dans le monde. Selon le rapport sur la crise mondiale publié le 3 mai 2023, **on estime qu'environ 258 millions de personnes dans 58 pays et territoires en crise alimentaire ont été confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë** (phase 3 ou supérieure de l'IPC ou équivalent) et ont eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence en 2022. Les chiffres concernant les personnes souffrant de malnutrition et de faim dans les pays occidentaux augmentent également rapidement. Ils sont plus diffus et difficiles à évaluer, mais si l'on se base sur les personnes qui ont recours aux banques alimentaires dans des pays comme le Royaume-Uni et la France, elles représentent probablement près de 20 % de la population. De nombreuses personnes ont dû faire des choix cruels : chauffer leur maison ou acheter de la nourriture. La qualité de la nourriture que les familles achètent est également bien moins bonne qu'avant la guerre en Ukraine : il y a un pourcentage bien plus élevé de personnes qui achètent de la nourriture industrielle préparée bon marché plutôt que de la nourriture agroécologique/organique saine.

De nombreuses coopératives et autres magasins biologiques ont fermé leurs portes en Europe. L'impact de cette baisse de qualité ne tardera pas à se faire sentir en termes de santé, car le remplacement d'aliments nutritifs par de simples calories se traduit par des taux d'obésité et de maladies non transmissibles (MNT) beaucoup plus élevés. De plus, la plupart des banques alimentaires sont désormais contrôlées par des entreprises et fournissent des aliments préparés industriellement, ce qui a également des conséquences négatives sur la santé.

Voici une description visuelle du cercle vicieux actuel de l'économie souterraine (Hitchman, 2022):



Cette situation peut être transformée en un cercle vertueux grâce à une politique d'ESS bien adaptée, avec un accent particulier sur la sécurité sociale en général, et plus spécifiquement dans ce cas sur l'introduction d'un filet de sécurité alimentaire (Hitchman 2022).



Recommandations pour l'avenir

Plusieurs villes françaises ont commencé à mettre en place un filet de sécurité alimentaire (Montpellier, Lyon...). Cela doit se faire en étroite collaboration avec les autorités locales et peut prendre la forme d'une carte de recharge de 150€ (à titre d'exemple) ou d'un crédit mensuel en monnaie locale ; il peut y avoir des conditions, telles que stipuler que cet argent doit être dépensé pour des aliments agroécologiques locaux provenant de producteurs, soit sur des marchés de producteurs, soit dans des supermarchés coopératifs. Cette approche et un appel plus large en faveur d'un filet de sécurité alimentaire/sécurité sociale pourraient et devraient faire partie de la résolution de la CIT, car il s'agit également d'une forme concrète de mise en œuvre de l'économie sociale et solidaire et d'un moyen d'atteindre les ODD 1 et 2.



Conférence:

ESS et promotion des emplois décents au cœur des territoires:

Co construire des politiques publiques des économies collectives et durables créatrices d'emploi décents pour les jeunes et les femmes.

5 mai 2023

**Elise Pierrette
Memong
Meno, Déléguée
générale de
RAESS**

Contexte de la question

De l'exemple d'un Partenariat entre le RESSCAM et la Commune de Bangangté (à l'Ouest du Cameroun, dans le Département du Ndé), pour la promotion de l'ESS dans la commune en vue de la création d'emplois décents pour les jeunes et les femmes.

Un autre exemple est celui de la commune de Galim, où, il y a moins d'un an, un accord avec RESSCAM a également été formalisé.

Contenu

Pierrette a présenté la situation socioéconomique de cette commune qui a un taux élevé de jeunes et de femmes au chômage, mais regorge de ressources naturelles.

Ensuite elle a partagé la stratégie du RESSCAM qui a consisté à sensibiliser le Conseil Municipal sur le Cadre juridique et institutionnel qui encadre l'ESS. Une délibération a été faite par le Conseil Municipal donnant quitus au RESSCAM pour l'accompagnement des OES et UES. Le travail d'accompagnement a commencé avec quelques résultats probants et un cas pratique en a fait l'illustration :

- 01 Groupement d'Initiative Commune (APESE) de 20 jeunes dont 13 filles qui produit de l'arthémésia sur une superficie de 3 hectares, le sèche, l'ensache et le vend ;
- Une recette annuelle de 20 millions de francs CFA de gain soit 1 000 000/personne/an ce qui revient à une moyenne de 84 000/an soit 2 fois le SMIG ;
- 11 jeunes ont souscrit à l'assurance volontaire de la CNPS, et 09 sont encore hésitants.

Participation du public

Forte appréciation du public qui dans un jeu de question/réponse ont montre leur intérêt.

Recommandations pour l'avenir

Les défis restent:

- La systématisation de l'approche chaîne de valeur dans les différentes spéculations ;
- La promotion de la culture de protection sociale auprès des acteurs de l'ESS qui doivent en faire un droit ;
- L'extension de la sécurité sociale à tous les membres des UESS, cf. la Loi
- Le renforcement des mécanismes de financement adaptés à leurs besoins (activités et protection) pour favoriser le passage à l'échelle de leurs activités
- Le développement par la Mairie des programmes de protection sociale adaptés (garderie, aire de repos, mutuelle communautaire...).



Atelier:

Dialogue autour de l'accompagnement et de la valorisation des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire

5 mai 2023

**Bérenice
Dondeye
RIPESS EU.**

Contexte du sujet

Développement d'un Ecosystème de Valorisation de l'Impact Social et de l'Utilité Sociale; la question de l'évaluation d'impact/d'utilité sociale est devenue prégnante au sein de l'économie sociale et solidaire. Malgré l'émergence de projets, méthodes, outils, expérimentations sur le sujet, il n'existe pas réellement de vision commune à l'échelle européenne ou internationale. Le MES France (Mouvement pour l'Économie Solidaire) porte un programme Erasmus avec le Ripess Europe, le réseau italien RIES, APES Haut de France, le MES Occitanie, Concertes en Belgique, Unipso avec l'appui de Long Life Learning Platform et IEC appelé DEVISUS qui s'approche de cette réalité et apporte des solutions aux problèmes.

Contenu d'atelier

Cet atelier visait à travailler sur le dialogue entre autorités locales, secteur public et organisations sociales et solidaires notamment sous l'angle de l'accompagnement et de la valorisation de l'ESS. L'évaluation de l'impact social et de l'utilité sociale est un enjeu dans la construction de ce dialogue et constitue un socle de coopération sur le long terme. Il ouvre des pistes pour s'engager collectivement & territorialement vers une transformation sociale/sociétale, que ce soit en termes de justice sociale, de citoyenneté (pouvoir d'agir), de démocratie économique et de prise en compte des enjeux climatiques.

Les autres intervenants étaient Nicole Miquel-Belaud, de Toulouse Métropole; Ludovic Thomas, directeur de l'incubateur TA35 à Rennes, France; Daniel Gagné, directeur général des stratégies économiques régionales, de la compétitivité et de l'entrepreneuriat, ministère de l'économie et de l'innovation du Québec et un représentant de la Direction de la promotion de l'ESS, ministère de la microfinance et de l'ESS du Sénégal.

A titre d'exemple dans le thème de l'atelier, Bérenice a présenté le programme DEVISUS, qui vise à:

-
- Construire une culture partagée entre partenaires, pour élaborer ensuite des repères et des lignes directrices diffusables à travers l'Europe
 - Améliorer les compétences des accompagnateurs, enseignant.es et formateur.trices qui interviennent dans le champs de l'ESS
 - Renforcer les alliances au sein de l'ESS entre différents réseaux pour promouvoir l'expertise des réseaux de l'ESS sur la question de l'impact et de l'utilité sociale.

Bérénice a souhaité mettre en lumière cinq points de vigilance en situant l'intervention dans le cadre du thème choisi par le GSEF de DAKAR qui se centrait sur l'économie sociale et solidaire et économie informelle:

1. L'évaluation de l'utilité sociale/impact social est avant tout un sujet "politique" et "collectif",
2. Il est nécessaire d'impulser des écosystèmes locaux de l'évaluation de sociale/impact social
3. La reconnaissance d'une approche plurielle de l'utilité sociale/impact social est fondamentale.
4. L'évaluation de l'utilité sociale/impact social doit être appropriée par les acteurs qui sont légitimes pour construire leurs méthodologies (finalités, méthodes et outils)
5. L'évaluation de l'utilité sociale/impact social doit prendre en compte la légitimité des personnes directement concernées, à savoir les citoyen.nes (bénéficiaires, producteur.trices, consommateur.trices)

Alors qu'aujourd'hui, les acteurs sont sommés de justifier de leurs mesures d'impacts, on peut questionner ces injonctions et reposer la question de l'évaluation en ESS comme un processus organisationnel et inter-organisationnel (filiales), partagé avec les institutions publiques et les citoyen.nes bénéficiaires. D'une certaine façon, l'évaluation de l'utilité sociale /impact social rejoint aisément sur nos territoires la notion d'intérêt général que défend le secteur public (économie redistributive) et la notion nouvelle de "communs".

Le programme DEVISUS a pour ambition de construire un corpus commun relatif aux méthodologies d'évaluation de l'utilité sociale et impact social et de préfigurer un Programme Erasmus Clé 2 en 2024-2026 permettant d'élaborer des formations à destinations des accompagnateurs, formateurs et acteurs de l'ESS en Europe et de porter un plaidoyer auprès des institutions européennes et internationales.

Participants et participation du public

Le public était largement composé d'acteurs de l'ESS issus de plusieurs pays africains et de jeunes entrepreneurs solidaires. Nous avons noté que l'implication des citoyen.nes sur le sujet de l'évaluation était largement plébiscitée et certainement parce qu'elle répond à la manière dont s'organisent les initiatives sur le terrain.

Recommandations pour l'avenir

Evaluer implique obligatoirement d'accompagner les structures par des dispositifs co-construits en favorisant une approche plurielle et bien entendu, cette stratégie permet de valoriser autant leur positionnement stratégique et politique que leurs pratiques et leurs résultats tout en renforçant le dialogue avec les politiques publiques. Engager une culture collective de l'évaluation en ESS renforce la reconnaissance de l'ESS et lui permet de défendre ses singularités pour faire face aux grands enjeux auxquels notre monde doit faire face.



Conférence:

Comment mettre en place des politiques publiques d'Economie Sociale et Solidaire?

5 mai 2023

**Elise Pierrette
Memong
Meno, Déléguée
générale de
RAESS**

Contexte de la question

Politiques publiques pour la promotion de l'économie sociale et solidaire.

Contenu de la présentation

Le RESSCAM (Réseau National de l'Economie Sociale du Cameroun) s'est impliqué dans l'adoption de la Loi sur l'Economie Sociale et Solidaire du Cameroun. Sa stratégie a été d'appuyer la création du Réseau des Parlementaires pour la promotion de l'Economie Sociale et Solidaire du Cameroun. Ce qui a facilité l'adoption de la Loi qui était en gestation depuis une dizaine d'années.

Par la suite, le RESSCAM établit des partenariats avec des communes pour l'accompagnement de celles-ci dans la promotion de l'ESS dans leurs territoires.

Participation des autres

Les autres participants témoignaient de leurs politiques publiques mais j'ai dû interrompre pour aller à une audience du RAESS

Recommandations pour l'avenir

Les politiques publiques sont importantes pour booter l'ESS. Maintenant notre plaidoyer doit viser à ce que ces politiques publiques portent également sur la dimension Protection Sociale.





riposs

Intercontinental network for the
promotion of social solidarity economy
Réseau intercontinental de promotion
de l'économie sociale solidaire
Red intercontinental de promoció
de la economía social solidaria

info@riposs.org | www.riposs.org



Amb la col·laboració de l'Agència Catalana de
Cooperació de la Generalitat de Catalunya



**Agència Catalana
de Cooperació
al Desenvolupament**



**Generalitat
de Catalunya**